

DURAND (Antonin), *La quadrature du cercle : les mathématiciens italiens et la vie parlementaire (1848-1913)*. – Paris : Éditions rue d’Ulm, 2018. – 340 p. – (Italice). – 1 vol. broché de 15 × 21 cm. – 26.00 €. – isbn 978-2-7288-0587-7.

Il n’est pas très fréquent, en tout cas pas encore, que des historiens qui ne sont pas explicitement historiens des sciences prennent comme objet d’étude une communauté scientifique. En cela, l’originalité de l’essai brillant qu’Antonin Durand vient de faire paraître aux Éditions Rue d’Ulm ne fait pas de doute. Cet ouvrage, consacré à l’importante présence des mathématiciens au plus haut sommet de l’État, dans les cinq premières décennies du royaume d’Italie, est issu de la thèse de doctorat en histoire politique qu’il avait préparée et soutenue il y a trois ans sous la direction de Gilles Pécout. La période étudiée, qui court de 1860 à la Grande Guerre, a en effet vu de nombreux mathématiciens — dont certains comme Enrico Betti avaient même participé sur le terrain aux batailles contre l’Autriche — désirer prendre part à la nouvelle vie parlementaire de la péninsule. Certains le firent comme députés élus, d’autres comme sénateurs nommés. Les uns et les autres voulurent être présents dans ces moments décisifs où s’élaborait l’administration du nouvel état. Il y avait eu un précédent, mais en France, à une telle présence dans les allées du pouvoir : lors du Consulat et du Premier Empire, Bonaparte (puis Napoléon), à la suite de l’expédition d’Égypte, avait voulu s’entourer de multiples savants auxquels il avait confié non seulement des tâches académiques (différentes créations ou réformes d’institutions d’enseignement comme l’École polytechnique ou l’Université), mais aussi des tâches administratives. Un exemple parmi les plus fameux est celui de Joseph Fourier qui resta préfet de l’Isère pendant quasiment toute la période napoléonienne.

En suivant le parcours politique de ce groupe de spécialistes d’un domaine académique plutôt réputé pour son abstraction, Antonin Durand tente d’expliquer les stratégies individuelles (pourquoi ce mathématicien-là a-t-il tenu à s’engager à ce moment-là ?), mais aussi les choix collectifs ou institutionnels. Il s’agit en effet pour lui de comprendre pourquoi telle instance a pu choisir un mathématicien comme candidat à la députation ou pourquoi le roi l’a désigné comme sénateur. Mais c’est surtout la construction de la figure de l’expert mathématicien et de son rôle dans le domaine politique qui constitue la question centrale posée par l’auteur à travers son étude d’un volumineux corpus d’archives (notamment d’innombrables correspondances), de journaux parlementaires, d’articles de presse et de textes écrits par les contemporains. Antonin Durand ne manque pas de souligner, avec une

pointe de malice, dans la postface de l'ouvrage, que des interrogations sur la légitimité de certaines candidatures, sur l'utilité qu'elles peuvent ou non revêtir ou sur la manière dont l'engagement parlementaire pourrait ou non nuire à des carrières scientifiques ont resurgi, il y a deux ans en France, au sujet de l'accès à la députation du très médiatique Cédric Villani dans le sillage de l'élection d'Emmanuel Macron.

Dans le jeune royaume d'Italie, contrairement à ce qu'on pourrait naïvement penser au premier abord, les domaines législatifs dans lesquels les parlementaires mathématiciens se sont trouvés impliqués n'allèrent pas nécessairement de soi. Devenus, à leur corps défendant, des hommes politiques, ils ne furent pas toujours en situation de les choisir par eux-mêmes, et le calendrier dicté par l'exécutif, résultant souvent d'une situation spécifique à un moment donné, pouvait réquisitionner députés ou sénateurs très au-delà, et assez indépendamment, de leurs compétences « civiles ». Autre raison, plus subtile et plus inattendue, les compétences exactes d'un mathématicien n'étaient pas forcément très claires aux yeux de ses collègues non-mathématiciens. Par exemple, on aura facilement tendance à considérer que toute question de nombres, au sens le plus pratique, comme la vérification comptable ou la collecte de données chiffrées, doit se trouver « naturellement » dans le domaine de prédilection d'un mathématicien, point qui s'avère pour le moins discutable. À une autre époque et dans d'autres circonstances, les mésaventures du mathématicien français Henri Lebesgue pendant la Première Guerre mondiale sont révélatrices. Le mathématicien Émile Borel, en tant que directeur des inventions intéressant la défense nationale, désirait le recruter pour mener des calculs balistiques. Lebesgue n'eut de cesse d'expliquer à son collègue que bien qu'il fût initiateur d'un des plus profonds bouleversements de l'analyse mathématique au début du XX<sup>e</sup> siècle, il était absolument inapte à mener des calculs même assez simples sans faire de nombreuses erreurs. Il est vrai que les parlementaires étudiés dans le livre d'Antonin Durand se sont en général limités à des interventions dans des domaines qui avaient un certain rapport avec leur champ d'expertise, en premier lieu l'université ou plus généralement les questions d'éducation. Mais certains, comme Betti ou Cremona, dont la qualité de mathématicien faisait que leurs confrères leur attribuaient d'office une grande aisance avec les nombres et les calculs, se retrouvèrent entraînés, la main plus ou moins forcée, dans les questions budgétaires. Il est d'ailleurs remarquable qu'ils se prîrent au jeu au point de devenir d'indiscutables experts sur ces questions. On suit avec minutie les trajectoires parfois sinueuses des protagonistes pour étudier l'évolution de leur domaine d'intervention au cours de leur carrière politique, domaine qui souvent s'élargit en proportion de leur prise de distance avec leur travail mathématique.

La présence accrue des mathématiciens dans les allées du pouvoir fut aussi liée à la montée en puissance de l'université italienne : la création de nombreuses chaires, renforcées par le charpentage de plus en plus solide de l'enseignement secondaire, fut une des premières tâches auxquelles s'attela le gouvernement de l'Italie unifiée. La première partie du livre étudie donc avec précision cette émergence de l'Italie, « troisième puissance mathématique » en Europe après l'Allemagne et la France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui fut le terreau fécond de cette histoire. Suivre la carrière politique de ce personnel un peu particulier permet alors à l'auteur de révéler une profonde ambiguïté de la situation. Ces mathématiciens furent en effet souvent anxieux de pouvoir, d'une façon ou d'une autre et tant bien que mal, poursuivre leur carrière scientifique. Et pas seulement par passion personnelle. Certes,

ce n'était pas leurs compétences spécifiques en géométrie différentielle ou en analyse réelle qu'on voulait mobiliser pour leur travail parlementaire. Mais c'était évidemment l'énergie considérable qu'ils avaient consacrée à ces disciplines qui leur avait permis d'y atteindre les plus hauts sommets et d'être ainsi reconnus par leurs pairs, nationalement ou internationalement. Ce statut de mathématicien en vue fondait à ce point la légitimité de leur présence dans les rouages de l'État, qu'il était clair pour beaucoup qu'ils devaient tout faire pour le conserver. Le livre démontre avec justesse le mouvement de balancier incessant entre la carrière académique et la carrière politique qui sous-tend la vie du groupe étudié.

Le livre d'Antonin Durand, s'il s'appuie sur l'étude du cas des mathématiciens italiens, est donc loin de s'y limiter. Il offre un examen profond de questions fondamentales autour du rôle de l'expertise et des experts dans le monde contemporain, ce qui est attendu d'eux et la manière dont leur engagement scientifique les amène à prendre une parole publique. Il devrait ainsi permettre à des lecteurs d'horizons très divers de nourrir une réflexion nécessaire sur la position du savant dans les sociétés modernes.

LAURENT MAZLIAK  
*Sorbonne Université*